

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick**Nouveaux membres à la Commission des droits de la personne
(02/07/11)**

NB 711

le 11 juillet 2002

FREDERICTON (CNB) -- Le président de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Patrick Malcolmson, a bien accueilli aujourd'hui la nomination de trois nouveaux membres et le renouvellement du mandat d'un autre membre.

Malcolm A. Harris de Saint John, Jean-Claude Jalbert de Grand-Sault et Alanna Palmer de Fredericton ont été nommés pour un mandat de trois ans à la Commission des droits de la personne tandis que le mandat d'André LeBlanc de Moncton a été renouvelé.



À l'arrière, de gauche à droite : Malcolm Harris, Gordon Porter de Saint John, André LeBlanc, David Peters de Saint John, Patrick Malcolmson de Fredericton, président. Devant, de gauche à droite : Jean-Claude Jalbert et Alanna Palmer. (Photo agrandie)

Malcolm Harris, B.A.A., R.R.P., a pris sa retraite en 2000 après 25 ans au service de la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail. Depuis 1992, il avait été gestionnaire de cas responsable d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans individuels visant le retour au travail des travailleurs accidentés. Il est maintenant

conseiller bénévole auprès des amputés et travaille à temps partiel comme tuteur et mentor. Il est aussi membre du comité de la sauvegarde du patrimoine de la ville de Saint John.

Jean-Claude Jalbert est président de l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire et membre du bureau de direction de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire. Il a été anciennement vice-président de Personnes d'abord du Nouveau-Brunswick et membre du conseil d'administration du Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées de 1998 à 2000. Il a représenté le Canada aux congrès mondiaux de l'organisme Inclusion International de 1998 et de 2002.

Alanna Palmer, B.A.A., B.Ed., est directrice d'ATHENE, le service de formation de l'Institut de Memramcook, et vice-présidente de la Fondation des arts du Nouveau-Brunswick. Elle a rédigé le code

de conduite et la politique sur la discipline d'un organisme sportif national et a été consultante pour le Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick.

André LeBlanc a pris sa retraite en 1988 après une longue et remarquable carrière au service de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick. Il a participé à l'établissement du conseil régional de Moncton de la Fédération des citoyens aînés du Nouveau-Brunswick et a été membre du conseil du Club d'âge d'or du Christ-Roi et du Club de curling Beauséjour de Moncton. Il a aussi été membre du conseil de la Caisse populaire et du magasin Co-op de Cap Pelé, en plus d'avoir occupé des postes au sein d'autres conseils et associations.

Les autres membres de la Commission sont Gordon L. Porter de Woodstock, un expert bien connu de l'enseignement inclusif, David J. Peters, CCdC, de Saint John, un chef cuisinier à la retraite et un militant de la collectivité noire, et Patrick N. Malcolmson, professeur de sciences politiques à l'Université St. Thomas de Fredericton et président de la Commission.

« Je suis heureux de constater le dévouement et l'expérience des nouveaux membres, a déclaré le président de la Commission. Les membres de la Commission ont une immense responsabilité et une charge de travail énorme. À chaque réunion, ils doivent prendre des décisions difficiles en fonction de la jurisprudence et des allégations contradictoires, tout en respectant la procédure établie. Leurs décisions ont une incidence profonde sur la vie des gens et ils prennent leurs responsabilités au sérieux. »

La Commission des droits de la personne administre la *Loi sur les droits de la personne* qui interdit le harcèlement et la discrimination fondée sur douze motifs. Elle s'applique à tous les aspects de l'emploi, aux services publics et à l'habitation, à l'exception des aspects qui sont de compétence fédérale.

La première réunion à laquelle les nouveaux membres ont participé a eu lieu les 19 et 20 juin à Fredericton. La documentation avait été acheminée à l'avance afin que les membres aient le temps de la lire. D'habitude, elle comporte des centaines de pages. Le premier jour, les membres se sont penchés sur la planification stratégique et le perfectionnement professionnel. Le jour suivant, la Commission a examiné les rapports sur les enquêtes du personnel et les réponses des personnes visées relativement à six plaintes officielles. Trois plaintes ont été rejetées et les trois autres ont été soumises au processus de conciliation. Deux plaintes officielles ont été classées telles que réglées. Il en reste 22 au stade de la conciliation et une centaine qui font l'objet d'une enquête. Les plaintes officielles représentent entre un quart et un tiers de la charge de travail de la Commission. Les autres plaintes sont non officielles et sont réglées avant qu'elles ne soient considérées par la Commission. Les membres ont aussi été saisis d'un appel du classement d'un cas par un directeur. Enfin, ils ont reçu une mise à jour en ce qui concerne les activités de formation du personnel ainsi que les dernières nouvelles concernant deux cas soumis à des commissions d'enquête.

02/07/11

NOTE DE LA RÉDACTION : Des photos additionnelles et des notes biographiques sont disponibles à l'adresse : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/membres.htm>. PERSONNE-RESSOURCE : Francis Young, Agent des droits de la personne, 506-453-2308.

02/07/11